

## 2<sup>e</sup> SOMMET EURO-ASIATIQUE.

Les droits humains sont les garants d'une stabilité à long terme

Index AI : IOR 50/01/98

Embargo : 30 mars 1998 à 16h00 GMT

Londres. « Les chefs d'État de l'Union européenne et d'Asie réunis à Londres à l'occasion du deuxième sommet euro-asiatique ne pourront instaurer une stabilité à long terme et un véritable partenariat tant que les droits humains ne seront pas respectés », a déclaré aujourd'hui (30 mars 1998) Amnesty International.

Les « trois piliers » du développement examinés durant le sommet euro-asiatique — croissance économique, sécurité et relations humaines — doivent aller de pair avec un engagement « éthique » axé sur les droits humains.

« L'une des principales causes de la crise économique en Asie a été l'incapacité du système politique, législatif et institutionnel à s'adapter aux bouleversements socio-économiques, a déclaré Amnesty International. Ce décalage est à l'origine de l'effondrement de nombreux pays de la région mais aussi de leur singulière difficulté à faire face aux répercussions politiques et sociales de la crise.

« Celle-ci a été aggravée par la faiblesse des institutions judiciaires, le règne de la corruption, ainsi que l'absence de transparence et d'obligation de rendre des comptes. Ceux qui ont tenté de dénoncer ces problèmes ont été incarcérés ou réduits au silence par des gouvernements autoritaires. Les investisseurs internationaux sont tout à fait disposés à fermer les yeux sur les violations des droits humains qui sont à la source de l'instabilité politique.

« L'assistance financière ou les plans de réformes structurelles ne seront guère plus que des palliatifs. Si les chefs d'État réunis au deuxième sommet euro-asiatique ignorent ces problèmes, dont les racines sont profondes, il leur sera impossible d'instaurer une stabilité économique et politique », fait observer l'Organisation.

Selon Amnesty International, les perspectives qui se dessinent pour la région, en particulier sous l'angle des droits humains, sont fort inquiétantes. La crise économique va compromettre la jouissance d'un certain nombre de droits économiques fondamentaux : nombre de personnes seront privées du droit d'exercer un emploi, de jouir d'un niveau de vie suffisant pour subvenir aux besoins de leur famille, ou d'avoir un logement. Au lieu de s'attaquer à la racine du mal, certains gouvernements choisissent de rejeter la faute sur les étrangers et de réprimer durement toute expression de mécontentement.

La sécurité régionale est menacée par les conflits qui se poursuivent en Indonésie, au Cambodge, au Myanmar et aux Philippines. Dans ces pays, les atteintes aux droits de la personne humaine ont généré une instabilité politique et économique. Elles sont aussi, indirectement, à l'origine de l'afflux massif de réfugiés et de la nécessité de trouver les ressources nécessaires pour loger et nourrir les personnes ayant fui leur pays.

« Les atteintes aux droits humains alimentent l'insécurité régionale en provoquant des conflits et des arrivées massives de réfugiés, a commenté Amnesty International. La Thaïlande doit déjà faire face aux conséquences des violations commises au Cambodge et au Myanmar. Les autres pays vont-ils attendre de subir les répercussions de la crise indonésienne ?

« Plutôt que de reléguer la question des droits de l'être humain au second plan durant ce sommet, l'Union européenne devrait promouvoir une politique de développement éthique. Les plans de

sauvetage économique, l'aide financière et les investissements commerciaux doivent s'insérer dans le cadre de principes moraux, si l'on veut que les droits humains soient garantis dans la région tant à court qu'à long terme. »

En dépit de leurs beaux discours sur l'importance des relations entre les gens, nombre de gouvernements continuent de harceler les organisations non gouvernementales (ONG) œuvrant en faveur des droits humains et du développement, et certains continuent de remettre en question l'universalité des droits de la personne ; en outre, ces mêmes ONG n'ont pratiquement pas été consultées dans le cadre de la préparation du sommet.

« Le libre échange d'idées, d'expériences et d'informations devrait être au cœur du programme d'action du sommet euro-asiatique en faveur du développement des relations entre les gens. Mais comment espère-t-on forger parzels liens alors que nombre de gouvernements restreignent la liberté d'expression et d'association ?

« Les gouvernements représentés au sommet euro-asiatique doivent comprendre que le développement, tant en Europe qu'en Asie, concerne le bien-être des gens — leurs conditions de vie et leur capacité à avoir des échanges les uns avec les autres sans se heurter à la moindre restriction ni barrière. Les chefs d'État réunis à Londres devraient, en l'honneur du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), faire en sorte qu'en 1998, les droits humains soient placés au centre des préoccupations du sommet euro-asiatique. » Amnesty International est préoccupée par la situation des droits humains dans presque tous les pays représentés au sommet, y compris les États européens (l'Organisation a recensé des cas de mauvais traitements dans la quasi-totalité des pays de l'Union européenne). Elle exhorte les participants au sommet euro-asiatique à réaffirmer d'une voix unanime l'universalité et l'indivisibilité des droits énoncés dans la DUDH, et à ratifier individuellement et à appliquer d'autres instruments relatifs aux droits humains ; à prendre des mesures en vue de permettre la participation et l'intervention des ONG dans les groupes de travail du sommet, ainsi que dans d'autres activités ; à engager un véritable dialogue sur les droits de la personne ; et à aborder ce problème lors des discussions sur des questions régionales et dans le cadre de toutes les négociations commerciales.

#### INFORMATIONS GÉNÉRALES

La crise économique risque d'aggraver les tensions politiques et l'agitation sociale, et les gouvernements pourraient réagir par des mesures de répression. De nouveaux courants politiques sont apparus dans de nombreux pays qui, s'ils ne parviennent pas à s'exprimer, pourraient être sources de violences et d'instabilité.

Face à la crise, la réaction de certains gouvernements pourrait entraîner des violations des droits humains. Les impératifs de compétitivité et la volonté d'attirer les investissements étrangers se traduiront par de nouvelles mesures au détriment des salaires et des conditions de travail, et une poursuite de la répression contre les syndicats indépendants. Les troubles sociaux, la délinquance et d'autres problèmes pourraient être punis avec une main de fer.

Les autorités indonésiennes ont réagi aux manifestations antigouvernementales en arrêtant des membres de l'opposition, dont des économistes de renom, et en invoquant la loi draconienne contre la subversion pour appréhender leurs détracteurs. Pas moins de 330 personnes ont été placées en détention depuis le début de l'année, et le président Suharto s'est vu conférer des pouvoirs exceptionnels pour mettre fin aux « troubles sociaux » et aux « actes subversifs ». L'absence d'une réelle protection des droits humains au Cambodge continue de menacer la sécurité et la stabilité de l'Asie du Sud-Est : l'afflux de réfugiés cambodgiens dans les pays

voisins vient s'ajouter aux mouvements de réfugiés en provenance du Myanmar. Face à la crise qui a suivi le coup de force cambodgien de 1997, la communauté internationale s'abstient de s'attaquer au problème sous-jacent de l'impunité accordée aux auteurs de violations et de prendre les mesures qui s'imposent pour que soient organisées des élections libres et impartiales, de sorte que le cycle de la violence risque fort de se perpétuer au Cambodge. 1

Amnesty International a publié un dossier à l'intention des médias au sujet du deuxième sommet euro-asiatique, et les chercheurs de chaque pays sont disponibles pour un entretien. Pour recevoir un exemplaire du dossier ou pour obtenir un entretien ou des informations, veuillez contacter :

Mark Ogle, Service de presse

Tél. : 0171 413 5729 / 55 66

ou téléphone portable : 0468 670 247